

R. S. W. 2011

# La politique, pas toujours logique

## Le Cercle de coopération des ONG de développement a testé la cohérence de la politique de développement. Résultats.



Photo : archives la

Le Cercle de coopération a publié ses constats sur 'fairpolitics.lu'.

Au niveau européen et mondial même, le Grand-Duché compte parmi les pays les plus généreux en matière d'aide publique au développement. Depuis des années, l'État consacre 1 % de son revenu national brut au financement de projets de développement, même en temps de crise. Une situation qui est acclamée de toutes parts, et surtout par les ONG concernées.

Toutefois, elles sont montées au créneau, hier, pour présenter leur premier baromètre de la cohérence des politiques luxembourgeoises pour un développement équitable et durable. «Il ne suffit pas de lâcher 1 % d'aide publique, si les 99 % restants du budget ne sont pas dépensés de manière cohérente», a noté Christine Dahm, la secrétaire du Cercle de coopération des ONG de développement, lors d'une conférence de presse. Aux yeux des représentants d'ONG, réaligner des dépenses cohérentes, c'est, par

exemple, mener une politique climatique efficace. «Malgré le protocole de Kyoto, le Luxembourg reste un des très grands émetteurs de CO<sub>2</sub>, alors que des millions de personnes à travers le monde subissent déjà les conséquences du changement climatique», note Dietmar Mirkes, d'Action solidarité tiers monde. Autre incohérence de la politique luxembourgeoise : la promotion des agrocarburants. Alors que la production de bioéthanol et de biodiesel fait augmenter

les prix des matières premières agricoles dans les pays du Sud, le Luxembourg a prévu de couvrir la moitié de son objectif d'énergies renouvelables à l'aide de cette technologie jusqu'en 2020.

Mais le baromètre de la cohérence révèle également des constats positifs. Concernant les missions économiques organisées par la Chambre de commerce, le ministre de l'Économie, Etienne Schneider, a accepté de recevoir des dossiers sur la situation des droits de l'Homme et droits sociaux dans les pays en question, des dossiers qui sont élaborés par le cercle. Toutefois, Marc Keup d'Action solidarité tiers monde, indique que les ONG ne sont pas «assez naïves pour croire que toutes nos recommandations seront implémentées». «Mais Monsieur Schneider a pris conscience de la problématique», ajoute-t-il.

Christiane Kleer